

L'HOMME

L'Homme

Revue française d'anthropologie

230 | 2019

Varia

Terrains & travaux, 2018, 32 : Les Gouvernements du corps

Isabelle Caby



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/lhomme/34186>

DOI : 10.4000/lhomme.34186

ISSN : 1953-8103

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 13 juin 2019

Pagination : 199-201

ISSN : 0439-4216

Référence électronique

Isabelle Caby, « *Terrains & travaux, 2018, 32 : Les Gouvernements du corps* », *L'Homme* [En ligne], 230 | 2019, mis en ligne le 13 juin 2019, consulté le 08 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/lhomme/34186> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/lhomme.34186>

Terrains & travaux, 2018, 32 : Les Gouvernements du corps
 Paris, ENS Paris-Saclay, 2018, 220 p.

QUATORZE ANS après l'ouvrage éponyme de Didier Fassin et Dominique Memmi¹, à mi-chemin entre « une musique distinctive » et un « léger contretemps » (p. 5), les coordinateurs de ce numéro de la revue *Terrains & travaux*, Marina Honta, Jean-Charles Basson, Milena Jaksic et Olivier Le Noé se penchent à leur tour sur « les gouvernements du corps » au pluriel. Considérant le « gouvernement » comme l'ensemble des interventions publiques possibles sur le vivant et sur les populations, il s'agit de mesurer les modalités de gouvernement du corps au prisme de ses formes et de ses échelles « aux bornes floues » (p. 11) : locale ou nationale, rurale ou urbaine, entre question de santé et question sociale.

Dans ce dossier thématique, les auteurs s'interrogent sur ce que l'administration des conduites corporelles fait à la territorialisation de l'action publique de santé et *vice-versa*. On y découvre des jeux de pouvoir et d'échelles pour le bien commun et le bien vivre. Les terrains mettent en scène une pluralité d'acteurs face à des problématiques de santé publique en termes d'engagement intersectoriel, entre-mêlant dimensions sportive, éducative, ou encore urbaine. Les actions publiques de santé seraient-elles l'expression de politiques des corps destinées à répondre à des situations d'urgence sanitaire ou sociale ? Les « précaires inaudibles », vivraient-ils et/ou

subiraient-ils, dans leur corps, les nouvelles formes de gouvernement, au cours de processus d'(auto)contrôles et d'incorporation des normes sanitaires, d'une part, et de dispositifs variés de prise en charge de la vulnérabilité, d'autre part ? En se référant à Michel Foucault, Marcel Mauss et Pierre Bourdieu, les contributeurs proposent des illustrations s'appuyant sur des travaux ethnographiques abordant des enjeux sanitaires. Il est ainsi possible de saisir la pluralité des acceptions scientifiques d'une « gouvernementalité » biopolitique socialement située.

L'articulation de différentes échelles de définition et de planification territoriale de la santé est un thème transversal de l'ouvrage. Prenant l'exemple d'un programme de distribution de seringues et de réduction de la toxicodépendance lancé en Suisse, Céline Mavrot présente un modèle d'affrontement de gouvernance territoriale entre le canton de Vaud (parti radical) et la ville de Lausanne (parti socialiste), au début des années 1990. Les rapports de contrôle et de domination entre le canton et la ville, impliquant élus, professionnels, « acteurs programmatiques »²

1. Didier Fassin & Dominique Memmi, eds, *Le Gouvernement des corps*, Paris, Éd. de l'EHESS, 2004 (« Cas de figure » 7).

2. « Acteurs collectifs structurés autour d'un programme » (p. 37).

(p. 33) et militants locaux sont analysés en termes de *policy*³ et de *politics*⁴. On comprend comment la politique cantonale de santé en matière de drogue, fondée sur une approche médicale et judiciaire, doit finalement s'infléchir face à une politique sociale locale de lutte contre le VIH/SIDA orientée, elle, sur la réduction des risques.

Jean-Charles Basson et Marina Honta montrent, quant à eux, comment à Toulouse, « Ville Saine » (p. 129), l'action s'organise entre le niveau local (le quartier) et municipal, au sein des « Ateliers Ville Santé » des quartiers prioritaires, sous un mode « de gouvernement urbain » des populations les plus vulnérables. La politique municipale de lutte contre les inégalités sociales et territoriales de santé y poursuit une démarche préventive et participative. Comptant sur une mobilisation citoyenne, les habitants se saisissent de la biopolitique de cette ville et deviennent acteurs d'une santé « communautaire ». On retrouve un jeu subtil de processus variés allant de la désignation à l'enrôlement en passant par des (ré)appropriations, des rejets ou encore des évitements des politiques publiques (p. 133).

Les gouvernements du corps visant l'incorporation des normes de santé publique constituent le second fil conducteur de cet ouvrage. Florent Schmitt et Marie Jauffret-Roustide nous présentent un mode de gouvernement par l'autocontrôle dans le cadre d'une politique de réduction des risques auprès d'usagers de drogues fréquentant le Centre d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers de drogues (CAARUD) et des professionnels du centre. Il s'agit, pour les premiers, d'apprendre à se maîtriser par l'incorporation de règles et de conseils de consommation, tandis que, pour les seconds, il est question d'employer des méthodes d'accompagnement adaptées à une responsabilisation des usagers, de libérer leur parole pour instaurer une relation de confiance « symétrique » (p. 59), ou encore de lever la culpabilité et supprimer la crainte d'être jugé. Compte tenu des conditions de vie des usagers et

des priorités institutionnelles, ce mode de gouvernement par autocontrôles connaît différentes formes d'ajustement comme des négociations ou des « bricolages »⁵ (p. 70). C'est le cas, par exemple, de la passation décalée des questionnaires des primo-entrants, lors du « protocole Javel » de stérilisation par défaut des seringues, parce que « c'est pas le bon moment » (p. 64). Partielles, ponctuelles, diluées, souples : telles sont les formes d'autocontrôle sur le corps cherchant à incorporer les normes de santé publique.

Brice Favier-Ambrosini et Matthieu Delalandre nous proposent une étude sur le gouvernement par le chiffre, un gouvernement de soi renvoyant à un processus de gestion autonome de sa santé appelé « capacitation ». En analysant les différents plans et bilans des réseaux « Sport, Santé, Bien-Être » des régions de Champagne-Ardenne, Franche-Comté et Poitou-Charentes, les auteurs identifient le *quantified self* comme une méthode de surveillance et de responsabilisation individuelle. Les métriques de soi sont investies d'un pouvoir normatif et disciplinaire, parfois pathologique : la quantophrénie. La mise en chiffre du corps physique et psychique dans les bilans médico-sportifs reflète une approche « objectivante » des comportements de santé délaissant le sujet et le « corps vécu », au profit d'un « corps visible », normatif (p. 90). Si le podomètre est considéré, ici, comme un outil d'incitation à la pratique physique, de surveillance à distance et d'incorporation des normes de vie physique, il présente toutefois

3. En se référant à Robert Nakamura et Frank Smallwood, Céline Mavrot définit le *policy* comme « la manière dont une décision politique est mise en œuvre à travers “un ensemble d'instructions données par les décideurs politiques aux responsables de la mise en œuvre et qui précisent les objectifs ainsi que les moyens de les atteindre” » (p. 32).

4. *Politics* est entendu ici au sens de « phénomène politique composé des “débat contradictoires sur les objectifs collectifs” » (Patrick Le Galès, cité p. 33).

5. Les auteurs font référence à Marc-Henry Soulet, pour qui le bricolage est un procédé de l'action sociale où les travailleurs sociaux s'écartent des exigences institutionnelles en mobilisant des capacités créatives et relationnelles (cité p. 70).

le danger d'exacerber la culpabilisation des individus (p. 99).

Enfin, dans sa contribution, Yohan Selponi décrit une « invisibilisation du contrôle » fondée sur les dispositions et les convictions d'intervenants en milieu scolaire à pouvoir changer le comportement des jeunes lycéens à l'égard des substances addictives. La proximité, la mise en scène de soi et l'illusion d'un message co-construit avec les élèves sont utilisées comme des outils permettant de contrôler les jeunes des classes populaires dans une logique de prévention des addictions et des conduites à risque en milieu scolaire. Dans le cadre de leurs interventions en lycée hôtelier ou dans un lycée agricole du Sud-Ouest de la France, les « intervenants préventifs » (le maréchal des logis Baudy, le gendarme Spangelli et Sylvain, ancien rugbyman de haut niveau, « jeune du coin », issu de la cité [p. 107]) s'appuient sur leurs espaces d'appartenance, ici gendarmerie et club de rugby, et sur leur image sociale d'autorité, de virilité ou de grand frère, pour faire naître la prise de conscience et la connaissance de soi. Le gouvernement des conduites corporelles

passé par une invisibilité du contrôle destinée à faire des élèves les acteurs de la prévention.

Dans *Les Gouvernements du corps*, ce dernier est tout à la fois singulier et pluriel. Singulier en tant que corps social, biologique, objet de mesures, il est aussi pluriel lorsque les corps gouvernés renvoient à des acteurs et à des dispositifs publics de santé. Pensés comme des formes différenciées et diversifiées de domination, les gouvernements du corps s'inscrivent dans les dynamiques conflictuelles et concurrentielles de territorialisation des politiques de santé publique. Leur complexité découle autant de la multiplication des niveaux d'intervention que de la pluralité des acteurs publics et privés. Si le corps est plaisir et souffrance, avec ses formes, ses apparences et ses différences, éduqué et libéré, il est surtout une ressource merveilleuse de relations aux autres, de lien social et de pouvoirs, c'est-à-dire objet et sujet de gouvernement(s). Il s'agit là d'un bel ouvrage collectif, riche d'enseignements thématiques et méthodologiques.

Isabelle Caby